

VICHY: FRANÇOIS MITTERRAND...

La banalisation du régime de Vichy va bon train et la condamnation des gaullistes - ces derniers s'il en reste feraient bien d'être attentifs - ne saurait tarder!

La formule: «*40 millions de pétainistes*», dont on nous rebat les oreilles, s'inscrit dans cette campagne. Si elle était exacte, elle signifierait que le régime de Vichy serait né de la volonté politique de 40 millions de français ce qui, assurément, fonderait mieux sa légitimité que le vote de Bordeaux.

Or, pour avoir vécu cette période, j'affirme que la formule «*40 millions de pétainistes*» est une contre-vérité historique doublée d'une infamie!... A moins de considérer que tous ceux qui, en juin 40, acceptèrent comme inéluctable la demande d'armistice, s'étaient du même coup convertis aux idées réactionnaires de Pétain et de son entourage clérico-fasciste. Au demeurant, pour ceux qui souhaitent approcher la vérité sur le régime de Vichy, mieux vaut consulter «*LA FRANCE DE VICHY*» de Paxton et «*LES MÉMOIRES POSTHUMES*» de Benoist Méchin plutôt que les «*journalistes*» (sic) du Président de la République.

La publication récente de «*révélations*» sur l'itinéraire politique de François Mitterrand de Vichy à nos jours, s'inscrit également dans la campagne destinée à dédouaner Vichy y compris de sa politique anti-juive que le «*Président*» feint d'avoir ignoré, ce qui ne l'empêcha pas de participer avec ardeur aux manifestations, commanditées par Mussolini, contre Gaston Jèze, coupable d'avoir été le conseil juridique de l'empereur d'Éthiopie - lesquelles manifestations se déroulaient, soit dit en passant, aux cris de «*Mort aux juifs*»... Mais qu'importe puisque le Président «*assume*».

Mais, quand Pierre PÉAN intitule son livre: «*Une Jeunesse Française: François Mitterrand*» (et non, par exemple: «*un jeune français parmi d'autres*») on est en droit de s'interroger. Pourquoi une jeunesse française?

François Mitterrand aurait-il, pendant la dernière guerre, incarné la «*jeunesse française*» de laquelle ceux qui, comme moi, combattaient les thèses racistes et xénophobes du très réactionnaire François Mitterrand, auraient été exclus. Or, j'ai la fierté d'affirmer que ma jeunesse (tout aussi «*française*» que celle de Mitterrand) n'a rien de commun avec la sienne. Nous n'étions pas du même bord! J'étais anti-vichyste et anti-nazi.

François Mitterrand, après son «*évasion*» se retrouve à Vichy en janvier 1942 et adhère à la «*Légion des Combattants*», une organisation pétainiste et, c'est lui qui l'écrit :

«*J'étais un petit scribouillard. Je faisais des fiches sur les communistes, les gaullistes et ceux qui étaient considérés comme antinationaux*».

Se vanter d'avoir, en 1942, rédigé des fiches sur les opposants au régime... Faut le faire!...

Il est vrai que le beau François témoigne d'un solide mépris à l'égard des individus.

En juillet 42, il écrit à propos des Auvergnats qu'il a croisé à la «*messe dominicale*»: «*Quelle différence les sépare des porcs, sinon ce qu'ils ratent?*», et de s'écrier: «*Au diable les écoles communales!*».

PÉAN fait un sort à la légende de Mitterrand «*résistant*».

Ce n'est qu'en février 43, après la capitulation de Von Paulus que Mitterrand se résigne à rejoindre la résistance ...Mais quelle résistance? Celle de GIRAUD qui s'opposait aux gaullistes et en passant par l'école d'URIAGE qui ambitionnait de former les cadres de la «*Révolution Nationale*».

A ce propos, je dois avouer m'être trompé. J'avais cru Mitterrand anti-cinquième république, il n'était qu'antigaulliste!

Mais, quelles que soient les arrières pensées de Pierre PÉAN, il faut reconnaître qu'il n'hésite pas à décrire le bon François tel qu'il est. Ainsi et à l'usage de ceux qui se laissent séduire par la *«personnalité attachante du Président»*, ces quelques lignes que Mitterrand écrit en juillet 1943 et où il se dépeint lui-même:

«Je ne puis aimer les hommes et agir sur eux qu'en bloc. Le détail de chaque être me lasse et je ne puis être un chef que par la ruse ou par la terreur, ou grâce aux réseaux impitoyables de l'inhumain, mais alors, quelle force est en moi, et qu'on me laisse ma chance, je la sens digne de gouverner».

Touche pas à mon pote... C'est un ami de René Bousquet...

Mitterrand a certainement lu Machiavel. Mais n'est pas Machiavel qui veut et il ne suffit pas de vouloir accéder au pouvoir *«par la ruse ou par la terreur»* pour atteindre à la dignité du Prince.

Mitterrand, quant à lui, laissera l'image d'un petit provincial réactionnaire, une sorte de sous-produit de François Mauriac.

Néanmoins, on pourrait porter au crédit de Mitterrand une sorte de fidélité à ses idées s'il n'avait pas *«par la ruse»* mis la main sur ce qui restait de ce qui fût naguère, un parti ouvrier, pour en faire l'instrument de la poursuite de la politique sociale et européenne à laquelle lui et son compère Philippe PÉTAIN collaborèrent sans réserve.

Certains nous invitent à faire preuve de compassion vis à vis d'un homme âgé et malade. Outre que je ne suis pas sûr que l'intéressé apprécie nécessairement ce genre de sentimentalisme, il suffit de rappeler que dans le vaste monde, des millions d'êtres meurent chaque jour, sans être entourés des prévenances dont bénéficie le Président.

Et, en ce qui me concerne, j'aurais plutôt tendance à réserver ma compassion pour ceux que Vichy considérait comme des *«anti-nationaux»* et que des fiches de renseignements rédigées consciencieusement par un *«petit scribouillard»*, ont conduits à la torture et à la mort.

Enfin, l'amitié (qu'il revendique!) de François Mitterrand vis à vis de René Bousquet, qui livra aux nazis des milliers de juifs (d'origine étrangère... sic) est un acte politique inexpiable.

Elle le caractérise à jamais vis-à-vis de tous ceux qui se refusent à être des moutons de Panurge, autrement dit de tous ceux qui se réclament de la tradition laïque et démocratique et qu'il s'agit aujourd'hui de regrouper afin d'organiser la résistance au retour offensif de l'obscurantisme politique et religieux qu'aura si bien incarné François Mitterrand.

Alexandre HÉBERT.

LE FOULARD ISLAMIQUE

Certains laïques subordonnent l'interdiction du port du foulard islamique dans les écoles laïques de la République à celle du port de bijoux cuxiformes qu'arborent un certain nombre de nos concitoyens.

Mieux, ils affirment que:

«En déclenchant une campagne médiatique sur le port du foulard islamique par une poignée d'élèves, le Ministre et ses amis désignent à la vindicte une certaine catégorie de la population qui est déjà dénoncée comme les boucs émissaires de tous les maux de la société et qui «justifie» un contrôle policier accru»!

On voudra bien m'excuser si je refuse de m'inscrire dans cette logique *«droite-gauche»* qui conduit tout droit au concordat avec les islamistes proposé par le Ministre de l'Intérieur.

Je ne sais pas si la campagne médiatique a été déclenchée par *«le Ministre et ses amis»* (on m'avait affirmé que la précédente avait été déclenchée par Mitterrand et ses amis) mais cela n'a qu'une importance secondaire à mes yeux. Ce qui est important c'est la signification de la manifestation d'une «poignée d'élèves», avant-garde de la *«communauté islamiste»*. Il est clair que l'objectif, qui rejoint celui de tous les cléricaux, est d'imposer la reconnaissance, aujourd'hui dans l'école, demain dans l'État d'une communauté religieuse et ainsi de battre en brèche la République des citoyens.

On est en droit de s'interroger sur les conséquences politiques d'une capitulation (au nom de la solidarité avec les immigrés) face aux exigences des islamistes.

N'est-ce pas se désolidariser de ceux qui en Algérie et ailleurs, se battent dans des conditions difficiles pour la laïcité, c'est-à-dire pour le respect d'un minimum de libertés individuelles.

Enfin, et indépendamment de la nécessité de préserver en France la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, il n'est pas inutile d'essayer de comprendre ce que signifie symboliquement le port du foulard islamique.

Pour ce faire, le mieux est de se référer au Coran dont nous reproduisons ci-dessous 3 versets.

«38. Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises; elles conservent soigneusement pendant l'absence de leurs maris ce que Dieu a ordonné de conserver intact. Vous réprimandez celles dont vous aurez à craindre l'inobéissance; vous les reléguez dans des lits à part, vous les battez; mais aussitôt qu'elles vous obéissent ne leur cherchez point querelle. Dieu est élevé et grand».

«53- Vos épouses peuvent se découvrir devant leurs pères, leurs enfants, leurs neveux et leurs femmes, et devant leurs esclaves. Craignez le Seigneur, il est le témoin de toutes vos actions».

«57. O prophète! prescris à tes épouses, à tes filles et aux femmes des croyants, d'abaisser un voile sur leur visage. Il sera la marque de leur vertu et un frein contre les propos des hommes. Dieu est indulgent et miséricordieux».

Dédions ces quelques versets coraniques aux belles âmes de «gauche», nostalgiques de SOS racisme, qui bavardent inlassablement sur les «droits de l'homme» (à défaut de ceux des citoyens... et des citoyennes!).

EMMANUELLI-DELORS : VICHY

Il faut se méfier des «medias». J'avais lu et entendu que le Parti Socialiste sous la direction de Henri Emmanuelli allait, de nouveau, se préoccuper du sort des salariés. Certes, il ne s'agissait pas de reconstruire un parti ouvrier comme naguère la S.F.I.O. mais, malgré tout, d'un petit changement de cap qui aurait mérité notre attention.

Hélas, il me faut déchanter. Dans une contribution destinée à ce qui reste de son parti, Emmanuelli développe ses idées et il se vérifie qu'il ne suffit pas d'affirmer que l'on vaut défendre les salariés, le tout est de savoir comment.

Le programme d'Emmanuelli s'inscrit dans la logique de son maître à penser, François Mitterrand, qui n'a jamais caché son attirance pour le corporatisme de sinistre mémoire et qui, en 1944, voulait «intégrer la C.G.T. à l'État».

Dans sa contribution, Emmanuelli développe un certain nombre d'idées qu'il convient d'analyser.

C'est ainsi, qu'après avoir affirmer que:

«Non seulement la chute du communisme ne condamne pas le socialisme démocratique, mais elle place cette famille de pensée, la nôtre, en première ligne pour porter désormais l'aspiration égalitaire, l'aspiration à la justice sociale, qui, au même titre que l'aspiration à la liberté, restent des éléments fondamentaux de l'espérance humaine».

Il s'interroge sur la finalité du «socialisme» ramené il est vrai à la dimension d'une «famille de pensée» et jetant par dessus bord la notion de Capital et de Travail, il nous propose une resucée de l'autogestion à la sauce C.F.D.T. doublée d'une «réflexion» sur les fondements théoriques de la pensée socialiste, en affirmant péremptoirement que:

«D'une manière plus large, nous sommes fondés à élargir notre réflexion en passant de la question de la propriété des moyens de production à celle du pouvoir dans l'entreprise».

Comme si la question de la propriété des moyens de production pouvait être séparée de celle du *«pouvoir dans l'entreprise»*. Pourtant, professionnellement, Emmanuelli devrait savoir que le seul *«pouvoir»* dans l'entreprise demeure celui des propriétaires, c'est-à-dire aujourd'hui celui des banques.

Laisser croire aux travailleurs qu'ils pourraient conquérir le *«pouvoir»* dans l'entreprise sans remettre fondamentalement en cause le régime de la propriété privée des moyens de production et de l'état qui en garantit la pérennité relève de la mystification.

Certes, nous sommes tenus de tirer les leçons de l'échec final de la révolution russe et, plus largement, l'échec des mouvements révolutionnaires du vingtième siècle, dont Arthur Koestler disait qu'il était *«le siècle des révolutions avortées»*.

De même sommes-nous tenu de réfléchir sur l'échec de la sociale démocratie incarnée en France par le parti de Jules Guesde, dont les militants n'ont même pas été capables de *«garder la vieille maison»*, qu'ils ont finalement livrée aux sociaux chrétiens.

En ce qui concerne la protection sociale, Emmanuelli ne fait guère preuve d'imagination, il se borne à reprendre les idées de Rocard et d'Évin, en proposant:

«une modification profonde des bases de financement des systèmes de protection sociale, entamée avec la CSG mais qu'il faut poursuivre».

Autrement dit, Emmanuelli propose pour le financement de la protection sociale, de substituer aux cotisations sociales (qui constituent un salaire différé dont les salariés bénéficient), un financement par l'impôt que les salariés paient et dont l'utilisation dépend d'un simple vote par le Parlement d'une loi de finance, ce qui revient à faire dépendre l'existence même de la protection sociale d'un simple vote du Parlement.

S'agissant de l'assurance chômage, Emmanuelli, à l'instar de la C.F.D.T. écrit:

«Pour combattre le chômage, il nous faut aussi s'engager résolument sur la voie de la transformation des dépenses PASSIVES (revenus de substitution, indemnisation, etc...) en dépenses ACTIVES (financement d'emplois effectifs)».

Ce qui revient à faire cadeau des cotisations destinées à indemniser les chômeurs aux entreprises ou, pis encore, aux *«associations de chômeurs»* que déjà on oppose aux gestionnaires patronaux et salariés de l'UNEDIC, autrement dit à détruire purement et simplement l'assurance chômage et condamner les chômeurs à se contenter du RMI... A la belle âme!

Mais là où Emmanuelli atteint des sommets, c'est lorsqu'il traite de la *«sécurité»*; laissons lui la parole, cela en vaut la peine:

«Pourquoi ne pas imaginer la mise en place par rue, par quartier des réseaux de gardiennage ayant une vocation pluridisciplinaire de surveillance et d'assistance générale qui déchargeraient la police et d'autres services publics de sécurité publique d'un certain nombre de tâches qui les accaparent et leur permettrait de se consacrer à leur véritable vocation, de se recentrer sur leurs missions essentielles?».

Décidément, on commence par écrire des fiches sur les opposants et on met en place un réseau de supplétifs qui n'est pas sans rappeler de bien fâcheux souvenirs.

Passons sur:

«l'instauration d'une plus grande démocratie participative en complément de la décentralisation», qu'il oppose à la démocratie de délégation et dont les citoyens qui reçoivent actuellement leurs feuilles d'impôts peuvent concrètement mesurer les bienfaits.

Tout serait à citer. Bornons-nous à constater que le parti d'Emmanuelli reste le parti d'Épinay.

Il semblerait qu'entre Henri et Jacques il y ait quelques problèmes relationnels. Mais, qu'on se rassure: Henri Emmanuelli et Jacques Delors même combat pour, dans la tradition de Vichy, à laquelle le pétainiste Mitterrand reste attaché:

Tenter d'instaurer un ordre corporatiste!.. Neue Ordnung!

LA RESISTANCE S'ORGANISE

La Résistance, à l'instauration d'un ordre mondial, négateur de nos libertés, s'organise.

Saluons, comme il convient, l'initiative des Syndicats F. O. de la fonction publique dont nous publions ci-dessous l'appel à l'action.

TOUS LES AGENTS PUBLICS DANS L'ACTION DU 23 NOVEMBRE 1994

L'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique FORCE OUVRIERE (Fédération Générale des Fonctionnaires F.O., Fédération Syndicaliste des P.T.T. - F.O. - Fédération des Services Publics et de Santé F.O.) s'est réunie le 20 octobre 1994 pour organiser la campagne de défense des services publics dont le temps fort sera le 23 novembre 1994 avec la participation des autres Fédérations F.O. du secteur public.

Cette campagne a été initiée:

- Parce que les services publics sont attaqués de toutes parts, essentiellement ceux qui sont rentables et attisent les convoitises de capitaux privés.

- Parce que les attaques opérées de front ou de manière insidieuse procèdent d'une stratégie mondiale orchestrée par des organisations non gouvernementales telles que le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'O.C.D.E. et relayée par la Commission Européenne.

- Parce que cette politique mondiale guidée par un ultra-libéralisme débridé conduit à faire prévaloir les notions de rentabilité et de profit et entraîne l'affaiblissement du service public, voire sa disparition.

- Parce que cette politique est particulièrement néfaste, tant pour le service public que pour les citoyens et les salariés.

- Parce que cette politique est à l'origine de l'augmentation du chômage à travers les compressions de personnel et la généralisation d'emplois précaires au nom de la flexibilité.

- Parce que les régimes de protection sociale (maladie- vieillesse) sont directement visés par cette politique de sous-emploi qui diminue les moyens financiers de ces régimes et favorise l'assurance privée.

- Parce que la déréglementation qui fait rage porte atteinte à la sécurité des citoyens, particulièrement dans les transports (les exemples récents le montrent).

- Parce que cette politique vise à diminuer le pouvoir d'achat des salariés et à remettre en cause les garanties statutaires des agents publics.

L'U.I.A.F.P. - F.O., avec les Fédérations F.O. du secteur public, tiendra sur ce sujet, une conférence de presse: le mardi 25 octobre 1994, Fédération Syndicaliste des P.T.T. - F.O. 60, rue Vergniaud 75013 - PARIS

Des directives seront prochainement adressées par les différentes structures de l'organisation ainsi que des documents qui devraient être disponibles dès la semaine prochaine, notamment dans les U.D. et à la F.G.F....

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485
